



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

31 AOÛT 2022

**Agir au service
des Français**

Séminaire **GOUVERNEMENTAL**



Ce quinquennat s'engage dans un moment de bascule.

La guerre en Ukraine a balayé l'espoir d'une paix durable sur le sol européen. Les effets du dérèglement climatique sont désormais concrets, visibles et destructeurs : chacun a pu le mesurer cet été. La reprise économique s'accompagne d'une inflation forte, qui touche directement les Français.

Dans ce contexte, comme le Président de la République l'a affirmé, des transformations profondes s'imposent.

Sur les fondements solides posés depuis cinq ans, nous allons protéger, agir et accélérer. Notre premier défi a été de répondre à l'urgence du pouvoir d'achat et de l'énergie. **Comme nous y ont invité les Français, nous avons bâti des compromis au Parlement et un plan de 20 milliards d'euros pour le pouvoir d'achat des Français a été adopté.** Nous continuerons à être vigilants.

Dans les semaines et les mois qui viennent, nous mènerons plusieurs batailles.

La bataille du climat, d'abord. Nous avons des objectifs ambitieux : **doubler notre baisse d'émissions de gaz à effet de serre et devenir la première grande Nation industrielle à sortir des énergies fossiles.** Grâce à la planification écologique, dont le Président de la République m'a personnellement confié la charge, **nous établirons un plan d'action, secteur par secteur, territoire par territoire, avec des objectifs, un calendrier et des moyens adaptés.**

La bataille pour le plein-emploi, ensuite. Le travail est source d'émancipation et de dignité, nous devons le promouvoir par tous moyens. **Grâce aux réformes du précédent quinquennat, nous avons créé plus d'un million d'emplois et le taux de chômage est au plus bas depuis 15 ans. Le plein-emploi est accessible. Il assurera la pérennité de notre modèle social et permettra de financer de nouvelles avancées. Nous mènerons toutes les réformes nécessaires pour l'atteindre.**

La bataille de l'égalité des chances, également. Nous refusons qu'un destin soit scellé à la naissance. Pour la santé, pour l'éducation, pour la sécurité, **nous allons investir et construire les solutions nécessaires pour lever un à un les ressorts des inégalités.**

La bataille pour la souveraineté, enfin. En Français et en Européens, **nous devons construire notre indépendance économique, technologique, alimentaire, militaire.**

Nous sommes résolus à agir, fidèles à nos principes et à nos valeurs.

Nous respecterons nos principes fondamentaux : la responsabilité environnementale, la maîtrise des finances publiques et l'absence de hausse d'impôts. Nous dirons toujours la vérité aux Français, en transparence, en leur présentant nos objectifs, les différentes options devant nous et leurs conséquences. C'est le but de ce livret qui détaille les feuilles de route des **ministres de mon Gouvernement.** **Nous resterons toujours force de dialogue et de compromis, contre l'invective et l'immobilisme. Les Français l'exigent. Nous y parviendrons.** Au travail !

Elisabeth BORNE
Première ministre

SOMMAIRE



LES POLITIQUES PRIORITAIRES DU GOUVERNEMENT	7
NOTRE NOUVELLE MÉTHODE D'ACTION	12
FORMATION À LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE	13
LA GRANDE CAUSE DU QUINQUENNAT L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	14
LES FEUILLES DE ROUTE	16
Économie, Finances, Souveraineté industrielle et numérique	18
Intérieur et Outre-mer	19
Europe et Affaires étrangères	20
Justice	21
Armées	22
Travail, Plein emploi et Insertion	23
Éducation et Jeunesse	24
Enseignement Supérieur et Recherche	25
Agriculture et Alimentation	26
Transition écologique et Cohésion des territoires	27
Transition énergétique	29
Culture	30
Santé et Prévention	31
Solidarités, Autonomie et Personnes handicapées	32
Transformation et Fonction publiques	33
Sports et Jeux Olympiques et Paralympiques	34
Enfance	35
Mer	35
Économie Sociale et Solidaire et Vie associative	35



**LES POLITIQUES
PRIORITAIRES
DU GOUVERNEMENT**

L'ensemble du Gouvernement est mobilisé pour mettre en œuvre les engagements du Président de la République, et pour que les Français en voient rapidement les résultats.

C'est dans ce cadre qu'ont été définies les **politiques prioritaires du Gouvernement**, chantiers porteurs, dans chacun des champs ministériels, des transformations attendues par nos concitoyens.

Le Gouvernement suivra précisément la mise en œuvre de ces politiques prioritaires

Le **délégué interministériel à la transformation publique (DITP)** est en charge de l'animation du dispositif, sous l'autorité de la Première ministre. Un directeur de projet sera nommé par le ministre concerné pour chaque chantier, chargé de superviser l'exécution des politiques prioritaires du Gouvernement au niveau national et au niveau territorial, en lien avec les préfets de région et de département. Des indicateurs ciblés permettront d'évaluer les réalisations en cours.

Le baromètre de l'action publique, pour la transparence sur l'action publique de l'État

Dans une démarche de transparence sur l'action publique de l'État, l'avancement des politiques prioritaires du Gouvernement sera public et valorisé auprès des Français sur le site du Gouvernement et à travers le baromètre de l'action publique.

Renforcer notre souveraineté nationale et européenne

- Déployer France 2030 : un plan d'investissement sans précédent pour la France.
- Continuer à baisser les impôts en maîtrisant les finances publiques.
- Accélérer la réindustrialisation de la France.
- Devenir la première puissance numérique européenne.
- Assurer la souveraineté alimentaire et forestière en réussissant la transition écologique.
- Permettre l'accès à une alimentation locale et de qualité.
- Consolider la souveraineté de l'Union européenne indispensable à l'autonomie stratégique de la France.
- Renforcer les partenariats internationaux de la France et soutenir la francophonie.
- Poursuivre le renforcement des capacités opérationnelles de nos armées et de leurs forces morales.

Aller vers une société du plein-emploi

- Mettre en place France Travail.
- Améliorer le taux d'emploi des jeunes et des seniors.
- Réduire les tensions de recrutement.
- Mieux vivre de son travail.
- Mieux répondre aux besoins de compétences et préparer aux métiers d'avenir.
- Renouveler et former une génération d'agricultrices et d'agriculteurs.

Réussir la transition écologique et aller vers la neutralité carbone

- S'engager dans la planification écologique et la territorialiser.
- Devenir la première grande économie décarbonée avec des transports propres.
- En finir avec les passoires thermiques et renforcer la performance énergétique des bâtiments.
- Devenir la première grande économie décarbonée en mobilisant la finance et l'industrie.
- Réduire les déchets et développer massivement l'économie circulaire.
- Devenir la première grande économie décarbonée grâce à de nouvelles sources d'énergie propre.
- Protéger et restaurer la nature, les écosystèmes et les espèces.

Protéger les Français et garantir leur sécurité

- Renforcer la sécurité du quotidien avec davantage de moyens.
- Lutter contre l'immigration illégale et mieux intégrer les étrangers en situation régulière.
- Rendre et exécuter des décisions de justice plus rapidement.
- Favoriser la prise en charge et l'insertion des personnes condamnées et des mineurs délinquants.
- Lutter contre les violences faites aux femmes et les féminicides.

Garantir l'égalité des chances et favoriser l'excellence

- Faire réussir les élèves dans une école des savoirs fondamentaux qui favorise l'épanouissement et qui protège nos enfants.
- Refonder l'orientation des élèves.
- Faire du lycée professionnel une voie de réussite et d'accès à l'emploi.
- Transformer l'école en faisant confiance aux acteurs de terrain.
- Rendre l'école plus inclusive.

- Former aux savoirs et aux métiers d'avenir.
- Mieux accompagner chaque étudiant, dans son projet comme au quotidien.
- Investir dans la recherche au service de la connaissance et de l'innovation.
- Faciliter pour chaque jeune l'accès à la culture, au patrimoine et à la création contemporaine.
- Soutenir la création française et valoriser le patrimoine dans les environnements physiques et numériques.
- Faire du sport un levier d'émancipation de la jeunesse et favorable à la santé des Français.
- Réussir les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.
- Porter la grande cause du quinquennat, l'égalité entre les femmes et les hommes, dans tous les champs ministériels.
- Lutter contre l'ensemble des discriminations.
- Garantir l'égalité des chances dans l'ensemble des territoires.
- Accompagner le développement des territoires ultra-marins.

Prendre soin des Français

- Renforcer la place de la prévention dans le quotidien des Français.
- Lutter contre toutes les inégalités d'accès à la santé et les déserts médicaux.
- Adapter et renforcer notre modèle hospitalier.
- Répondre aux difficultés de recrutement et de fidélisation dans les métiers de la santé et du social.
- Construire un service universel de solution d'accueil du jeune enfant.
- Soutenir plus fortement les familles monoparentales.
- Verser automatiquement les prestations sociales pour en finir avec le non recours et les fraudes.
- Améliorer l'accès au logement.
- Faciliter le quotidien des personnes en situation de handicap.
- Bien vieillir à domicile et dans des EHPAD modernisés.
- Mieux accompagner les enfants en danger.

Transformer nos services publics et construire une renaissance démocratique

- Simplifier l'accès des services publics dans tous les territoires.
- Simplifier la vie des TPE et des PME et les accompagner pour faire face aux grandes transitions.
- Favoriser l'attractivité de la fonction publique et poursuivre sa transformation.
- Rendre le service public exemplaire notamment en matière de transition écologique.
- Déployer le Service National Universel.
- Renouveler la démocratie.



NOTRE NOUVELLE MÉTHODE D'ACTION

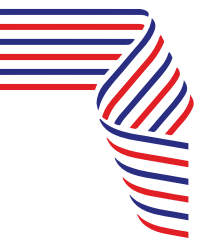
De nombreux défis sont devant nous. Dans un moment de bascule de l'histoire, nous devons faire évoluer notre manière de gouverner.

Notre méthode sera celle de la concertation, et de la co-construction. En étant à l'écoute des Français, en mobilisant tous les acteurs de l'État, mais aussi en revitalisant notre démocratie, nous ferons « avec vous ».

C'est en ce sens également que le Président de la République lancera le 8 septembre prochain le Conseil National de la Refondation avec les forces politiques, économiques, sociales, associatives et des élus des territoires.

Cette nouvelle méthode transparaîtra aussi à travers l'ensemble de l'action du Gouvernement :

- ▶ **Pour mettre en œuvre les transformations de notre pays attendues par les Français et répondre à leur volonté de changement de méthode**, les formations politiques représentées au Parlement seront bien évidemment largement associées à l'action gouvernementale. Ce sera au cœur de la mission du ministère chargé des Relations avec le Parlement, avec :
 - Une nouvelle méthode de travail sur les projets de textes.
 - Des échanges plus réguliers entre le Gouvernement et les parlementaires des différents groupes politiques.
- ▶ **Pour réformer nos institutions**, en associant l'ensemble des forces politiques, la commission transpartisane voulue par le Président de la République sera mise en œuvre.
- ▶ **Pour revitaliser la vie démocratique du pays, la place des Français dans le choix des grandes orientations pour notre pays doit être renforcée**. La création d'un ministère chargé du Renouveau démocratique permet d'incarner concrètement cette nouvelle méthode de travail du Gouvernement.
 - Sur chacun des grands chantiers, des concertations citoyennes seront engagées dans les territoires.
 - La question de la fin de vie sera notamment discutée dans ce cadre.
 - Des nouveaux outils au service d'une démocratie plus innovante et inclusive seront déployés.
- ▶ Enfin, **le Gouvernement continuera de veiller à l'application rapide et entière des textes votés par le Parlement** et d'en piloter la mise en œuvre opérationnelle dans les territoires pour que notre action soit pleinement utile aux Français.



FORMATION À LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE DES MANAGERS DE L'ÉTAT ET DES ÉQUIPES GOUVERNEMENTALES

Lors de la remise du rapport 2022 du Haut conseil pour le climat (HCC), la Première ministre a annoncé que les équipes ministérielles seront formées aux évolutions des problématiques environnementales et à leur intégration dans l'élaboration des politiques publiques, avec la mise en place d'un grand plan de formation des fonctionnaires.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

1. **Construire une culture commune** à tout le haut encadrement de la fonction publique puis à l'ensemble des fonctionnaires.
2. **Assurer l'exemplarité de l'État** en prenant toute sa part pour relever ce grand défi de la transition écologique de notre société.

Cette formation ambitieuse et concrète sera basée sur un contenu scientifique solide, défini par les rapports du GIEC autour des trois crises écologiques :

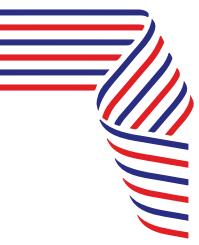
- La biodiversité ;
- Le climat ;
- Les ressources naturelles.

La formation sera structurée autour de trois axes : apprendre, comprendre et agir.

La maîtrise des enjeux liés à la transition écologique permettra de mieux prioriser les actions selon les ordres de grandeurs nécessaires pour obtenir des résultats à fort impact sur la planification écologique.

CALENDRIER :

- *Dans les prochaines semaines, le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques lancera un temps fort de mobilisation et de concertation avec les acteurs et les parties prenantes de l'écosystème.*
- *D'ici 2024, un plan de formation pour les 25 000 cadres de la fonction publique d'État, en lien avec le ministre de la Transition écologique, de la Transition énergétique et de la Transformation et de la Fonction publiques.*
- *D'ici 2025, extension aux cadres de la fonction publique des deux autres versants (12 000 dans la fonction publique territoriale, 4 000 dans la fonction publique hospitalière).*



LA GRANDE CAUSE DU QUINQUENNAT L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Dès 2017, le Président de la République a voulu faire de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause de son quinquennat. Parce que beaucoup a été fait mais qu'il reste beaucoup à faire, cette grande cause a été reconduite pour le quinquennat qui s'ouvre.

Un comité interministériel sur l'égalité entre les femmes et les hommes se tiendra sous la présidence de la Première ministre afin de fixer les objectifs prioritaires des prochains mois et d'assurer l'exécution des mesures déployées.

Poursuivre la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

- Les dispositifs mis en place depuis le Grenelle des violences conjugales portent leurs fruits. Nous allons amplifier le combat. Pour lutter contre les agressions, la présence policière dans la rue sera doublée. Nous augmenterons également l'amende pour harcèlement de rue et l'outrage sexiste deviendra un délit. Un fichier de prévention des violences intrafamiliales, ciblant les personnes mises en cause et condamnées, sera développé. Nous veillerons à accroître encore davantage la sévérité et l'efficacité du traitement judiciaire en matière de violences faites aux femmes. En aval, nous renforcerons tous les moyens visant à accompagner et protéger les victimes.

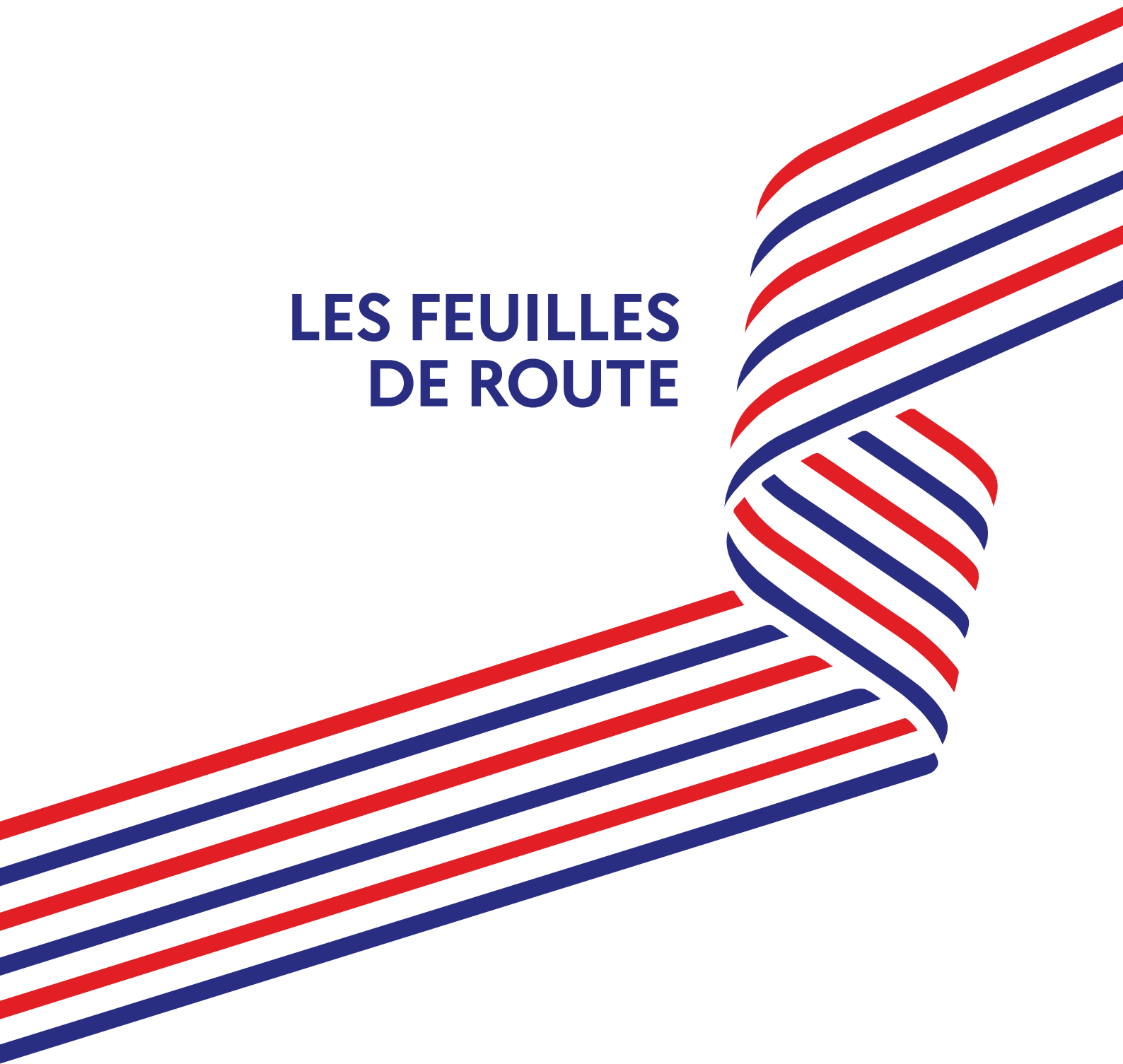
Pour améliorer les droits sociaux des femmes, nous agissons dès le plus jeune âge.

- L'histoire récente nous montre que les droits des femmes ne doivent jamais être considérés comme acquis. Sur le volet sanitaire et social, ce Gouvernement agira sans relâche pour garantir le plein respect du droit à l'IVG, l'accès à la contraception et pour améliorer l'accès et la qualité des soins dispensés aux femmes.
- Pour l'égalité économique et professionnelle, les efforts engagés depuis 2017 pour briser les plafonds de verre se poursuivront, en inculquant la culture de l'égalité fille-garçon dès le plus jeune âge, en renforçant la mixité des filières professionnelles et en développant les solutions de garde d'enfants à disposition des parents.

Continuer de lutter contre toutes les formes de discrimination

- Après un quinquennat marqué par des avancées inédites en la matière, nous lancerons avant la fin de l'année 2022 un nouveau plan gouvernemental de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Il en sera de même sur le terrain de la reconnaissance des droits et de la lutte contre les discriminations envers les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles ou trans.

**LES FEUILLES
DE ROUTE**





ÉCONOMIE, FINANCES, SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Un contexte incertain.** Notre économie a fait preuve de résilience face aux crises qui se sont succédées - crise sanitaire, crise énergétique - grâce à la réponse de l'État et à la mobilisation de tous les acteurs.
- **Des incertitudes** liées à l'inflation et aux risques de ruptures d'approvisionnement en gaz doivent nous conduire à anticiper les chocs pour protéger les ménages et les entreprises.
- **Des grandes transitions.** Les transitions écologique et numérique, et la recomposition des chaînes de valeur au niveau mondial sont un défi et une opportunité à saisir pour nos entreprises.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

1. **Gérer l'urgence économique :** mettre en œuvre le paquet législatif d'urgence en faveur du pouvoir d'achat des Français, revaloriser le travail, et se préparer au risque de ruptures d'approvisionnement énergétique à l'hiver.
2. **Sécuriser la trajectoire des finances publiques :** réduire le ratio d'endettement à partir de 2026 et revenir à un déficit public inférieur à 3% du PIB en 2027 grâce à des réformes de structure et à la maîtrise des dépenses publiques.
3. **Garantir notre souveraineté industrielle aux niveaux national et européen :** soutien à la compétitivité des entreprises (notamment *via* la baisse des impôts de production), réforme d'EDF, simplification des procédures administratives, relocalisation des productions stratégiques, déploiement des PIIEC (projets importants d'intérêt européen commun).
4. **Mobiliser l'industrie et la finance pour la décarbonation de l'économie :** définir en lien avec les comités de filières industrielles des plans sectoriels de décarbonation, développer la finance verte au niveau national et international.
5. **Renforcer notre souveraineté numérique :** réguler les géants du secteur, soutenir le développement des infrastructures et des solutions européennes, garantir l'accès de tous à une information fiable (notamment *via* les États généraux pour le droit à l'information).
6. **Préparer les TPE et PME aux transitions numérique et écologique,** notamment dans le secteur du tourisme, du bâtiment, du commerce et de l'artisanat.



INTÉRIEUR ET OUTRE-MER

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Un besoin accru de protection des Français par la lutte contre la délinquance** et pour prévenir aussi bien les risques liés au dérèglement climatique dont les conséquences sont de plus en plus fréquentes et intenses (catastrophes naturelles, feux...), que le risque cyber.
- **Le défi migratoire** et la lutte contre l'immigration irrégulière.
- **Une demande forte des Outre-mer en matière de sécurité, de développement et d'égalité réelle.**

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Faire reculer toutes les délinquances**, de la criminalité organisée à la sécurité du quotidien, en poursuivant notamment la lutte contre la drogue, les violences intrafamiliales et les violences sexuelles et sexistes : simplifier les procédures, moderniser et renforcer les moyens des forces de l'ordre et doubler leur présence dans l'espace public.
- 2. Lutter contre l'immigration clandestine** : améliorer l'efficacité de la reconduite à la frontière des étrangers qui troublent l'ordre public, accélérer le traitement des demandes d'asile et de la délivrance des titres de séjour, garantir pour les réfugiés et les étrangers en situation régulière leur connaissance de notre langue et des valeurs de la République, faciliter leur intégration professionnelle, poursuivre la mise en place d'une politique commune à l'échelle européenne.
- 3. Amplifier la mobilisation générale** pour une pleine réussite de la Coupe du monde de rugby (2023) et des Jeux Olympiques et Paralympiques (2024).
- 4. Moderniser les moyens d'action et le service à nos citoyens en relevant les défis numériques et cyber**, notamment grâce à la Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI).
- 5. Promouvoir la citoyenneté** : favoriser la participation électorale, faire vivre la laïcité et valoriser les dispositifs d'engagement citoyen.
- 6. Accompagner les Outre-mer**, chance et richesse de la France : respecter la promesse républicaine d'égalité, renforcer la sécurité, favoriser le développement économique, et agir pour la responsabilisation des acteurs et la différenciation des territoires.
- 7. Se mettre au service des territoires** : rouvrir des sous-préfectures, repenser et simplifier le millefeuille territorial par la mise en place du conseiller territorial, bâtir une vision partagée pour la Corse et développer les métropoles.



EUROPE ET AFFAIRES ETRANGÈRES

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Le retour de la guerre en Europe** et la dégradation de la sécurité dans le monde.
- **L'accélération des crises**, de natures géopolitique mais aussi climatique, environnementale et énergétique, dont les effets sur les populations se sont aggravés ces dernières années.
- **Une remise en cause de nos libertés** : certains modèles politiques remettent en cause les acquis en matière de démocratie et de droits humains.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Amplifier l'agenda de souveraineté européenne** pour faire de l'Europe une puissance indépendante, résiliente, sociale et résolument engagée en faveur de la transition climatique.
- 2. Contribuer davantage à la solidarité internationale**, notamment à travers les programmes de l'Agence française de développement et par un engagement accru au sein des instances multilatérales et des Nations Unies.
- 3. Défendre et promouvoir la démocratie et les droits humains**, à travers un renforcement de nos réseaux éducatif et culturel, de notre audiovisuel extérieur public, et la construction d'un espace mondial de l'information fiable (notamment *via* les États généraux pour le droit à l'information).
- 4. Soutenir l'économie et l'autonomie stratégiques françaises** en améliorant l'attractivité de nos territoires, en diversifiant nos approvisionnements stratégiques et en sécurisant les débouchés à l'export de nos entreprises.
- 5. Renforcer nos partenariats en poursuivant le renouvellement de la relation de la France avec les pays d'Afrique**, à travers le dialogue, le travail de mémoire et le renforcement des liens avec les sociétés civiles. **Consolider l'engagement de la France en Méditerranée et dans le monde arabe**, dans l'Indopacifique et auprès de nos partenaires d'Amérique latine.
- 6. Mieux accompagner les Français de l'étranger**, à travers la modernisation du service public français à l'étranger.
- 7. Adapter l'outil diplomatique aux évolutions du monde** en le rendant plus efficace, représentatif de la société française et doté de capacités de communication stratégique.

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Répondre aux attentes des Français vis-à-vis de notre justice** sur l'accès au droit, et sur une meilleure efficacité et une plus forte visibilité des procédures et des publics pris en charge.
- **Faire face à la surpopulation carcérale et aux difficultés d'insertion professionnelle** des publics pris en charge, notamment les plus jeunes.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

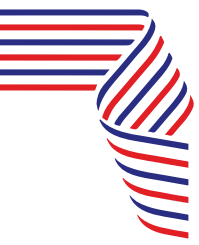
- 1. Porter des réformes sectorielles pour la justice de proximité, civile, économique, pénale pour la rendre plus efficace et plus simple** en s'inspirant aussi de dispositifs des pays voisins. Nous œuvrerons parallèlement pour rendre notre justice plus rapide avec comme objectif un délai moyen maximal d'un an en première instance.
- 2. Recruter des personnels de Justice en améliorant leur formation, et en y intégrant une plus grande dimension d'ouverture aux enjeux de l'économie.**
- 3. Réformer les modes de gouvernance, de pilotage et d'administration du ministère de la Justice notamment en matière numérique,** pour développer l'utilisation des nouvelles technologies afin de rationaliser l'organisation des juridictions et le traitement des procédures en interconnexion avec les partenaires et de diffuser les décisions de Justice.
- 4. Faire mieux connaître et comprendre la Justice par le grand public.** Pour ce faire, des enseignements dédiés en concertation avec le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse verront le jour. La connaissance des métiers du droit les rendra de surcroît plus attractifs.
- 5. Porter une attention particulière à nos prisons, pour améliorer les conditions de détention des détenus et favoriser l'insertion.** Pour ce faire nous développerons le travail dans les établissements pénitentiaires, nous poursuivrons la construction de 15 000 nouvelles places et nous veillerons à mieux répartir les détenus.
- 6. Favoriser la protection de la jeunesse et l'insertion des mineurs en difficulté** notamment par le relai d'instances extérieures par le biais du sport ou de l'armée.
- 7. Faciliter l'accès des personnes handicapées à la Justice.**

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Le retour de la guerre en Europe.** Ce retour illustre la désinhibition croissante de puissances qui cherchent, par la force, à remettre en cause les équilibres internationaux.
- **Le développement de nouvelles formes de conflictualités qui s'ajoutent aux conflits de haute intensité.** Les frontières tendent à s'effacer entre la compétition, la contestation et l'affrontement notamment par l'usage de stratégies hybrides qui mettent au défi la résilience de la Nation.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Tenir la ligne d'effort engagée en 2017** par le respect des engagements de l'actuelle loi de programmation militaire et renforcer les moyens au service de notre armée : élaborer une nouvelle loi de programmation militaire, cohérente avec une ambition opérationnelle 2030 révisée et intégrant notamment les enseignements de la guerre en Ukraine.
- 2. Consolider la force morale de la communauté militaire par une politique de soutien à « hauteur d'homme »**, une attention renouvelée aux blessés et aux familles et une réflexion sur la militarité.
- 3. Nourrir la force morale de la Nation et contribuer à sa résilience** par une politique mémorielle ambitieuse, une nouvelle ambition pour les réserves et un investissement accru dans le service national universel (SNU).
- 4. Rénover les formes d'engagement de nos armées** sur le territoire national et renforcer nos dispositifs militaires outre-mer.
- 5. Poursuivre l'engagement contre la menace terroriste**, notamment en Afrique dans le cadre de dispositifs moins exposés, complémentaire d'un renforcement de notre action diplomatique et de notre aide au développement.
- 6. Maintenir notre engagement sur le flanc Est de l'Europe** et faire face à l'évolution du conflit en Ukraine.
- 7. Poursuivre nos actions au sein de l'OTAN et en faveur de l'Europe de la défense** afin de lui permettre de relever les défis à venir sur le continent européen.
- 8. Transformer la base industrielle et technologique de défense** afin de pouvoir répondre plus vite et massivement aux besoins des armées et au retour des conflits de haute intensité.



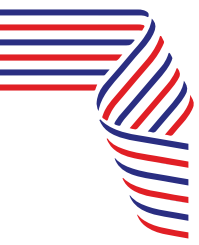
TRAVAIL, PLEIN EMPLOI ET INSERTION

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Le combat pour le plein emploi**, à notre portée avec un taux de chômage de 7,4% au deuxième trimestre 2022, et le plus bas depuis 15 ans. Pour autant, notre taux d'emploi est plus faible que celui de nos voisins européens pour les jeunes et pour les seniors.
- **Des tensions de recrutement**. Plus de 350 000 emplois ne sont pas pourvus au deuxième trimestre 2022.
- **Une évolution nécessaire des politiques de formation**, au vu de l'évolution des métiers et des aspirations des actifs au cours de leur carrière professionnelle.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Transformer le service public de l'emploi** : insérer les publics les plus éloignés de l'emploi (tout particulièrement les bénéficiaires du RSA mais aussi les jeunes en poursuivant le contrat d'engagement jeune).
- 2. Faire évoluer les règles d'indemnisation du chômage** pour les rendre plus incitatives à la reprise d'un emploi lorsque les conditions du marché du travail sont favorables.
- 3. Améliorer le taux d'activité des seniors en travaillant sur les conditions de départ à la retraite** et sur les leviers de prévention de l'usure professionnelle et mettre en œuvre une réforme des retraites juste et soutenable.
- 4. Accélérer le développement de l'apprentissage** pour atteindre l'objectif d'un million d'apprentis en 2027.
- 5. Poursuivre l'effort de formation des demandeurs d'emploi** et les réformes de la formation professionnelle pour répondre aux enjeux d'enrichissement des compétences, d'adaptation aux nouveaux métiers et aux transitions économique et écologique majeures.
- 6. Développer les droits des salariés** avec notamment la création d'un compte épargne temps universel.



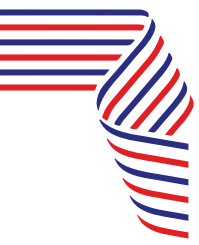
ÉDUCATION ET JEUNESSE

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Une réussite scolaire inégale.** Notre système scolaire ne donne pas à tous les élèves les mêmes chances de réussite. Un autre enjeu est de rendre l'école plus inclusive en accueillant davantage d'élèves à besoins particuliers.
- **L'image du lycée professionnel.** Par rapport à d'autres pays européens, la filière professionnelle pâtit d'une mauvaise réputation en France.
- **Le manque d'attractivité du métier de professeur,** financièrement mais également socialement.
- **L'orientation scolaire.** Notre système scolaire peine à orienter les élèves en prenant en compte pleinement leurs aspirations et les besoins du pays.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

1. **Assurer une meilleure égalité dans les conditions d'apprentissage,** en poursuivant les dédoublements de classes et le plafonnement des effectifs.
2. **Poursuivre la réforme du lycée, notamment avec la réintroduction des mathématiques** pour tous les lycéens.
3. **Favoriser l'accès de tous les jeunes à la culture et à la pratique sportive,** en étendant le Pass'Culture aux collégiens, en généralisant les 30 minutes de sport quotidien à l'école et en expérimentant les 2 heures de sport dans les collèges.
4. **Continuer de développer l'apprentissage** et rapprocher les lycées professionnels des entreprises pour renforcer l'insertion dans l'emploi.
5. **Promouvoir la mixité scolaire** en favorisant la mobilité des élèves et en travaillant avec les collectivités territoriales à une sectorisation plus juste.
6. **Faire évoluer le Service National Universel** vers un outil de mixité et d'engagement au service des grandes causes nationales, climatiques et sociales.
7. **Transformer l'école en s'inspirant des expériences de terrain** et en associant les partenaires de l'école comme l'a expérimenté le projet « Marseille en grand ».
8. **Revaloriser le salaire des enseignants** et renouer avec le dialogue et la confiance.



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Une société en mouvement.** Le système d'enseignement supérieur doit s'adapter en permanence aux transformations de la société et former aux métiers d'aujourd'hui et de demain.
- **Une transition industrielle plus « verte ».** L'enseignement supérieur et la recherche doivent pleinement contribuer à la réussite du plan France 2030.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Renforcer l'égalité d'accès et de réussite dans l'enseignement supérieur :** accompagner les mobilités des étudiants, leurs réorientations et les passerelles entre les formations, veiller à la qualité de la vie étudiante (réforme du système des bourses, logement étudiant, etc.).
- 2. Mieux orienter les étudiants vers les métiers de demain,** les informer sur les débouchés professionnels des formations dans lesquelles ils s'engagent et créer des filières professionnalisantes courtes tournées vers les métiers en tension.
- 3. Créer les conditions pour garantir l'excellence de la recherche, la protection et la valorisation des travaux,** y compris à l'international, et les liens avec le monde économique (création de start-ups, dépôt de brevets, renforcement des liens avec les PME et les TPI).
- 4. Rénover les modalités du dialogue,** notamment sur les moyens, avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, renforcer leur autonomie tout en favorisant l'articulation entre les différents acteurs et clarifier des fonctions de pilotage, d'animation et de gestion des laboratoires.
- 5. Mobiliser pleinement la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche** pour décliner les ambitions du plan France 2030, notamment les transitions environnementale, énergétique et numérique.



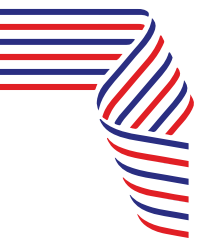
AGRICULTURE ET ALIMENTATION

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Le renouvellement générationnel des agriculteurs.** En 2030, la moitié des agriculteurs du pays seront à la retraite.
- **La réussite de la transition écologique.** La production agricole subit de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique.
- **L'accès à une alimentation de qualité.** Les consommateurs sont de plus en plus nombreux à vouloir privilégier une alimentation saine, sûre et durable.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Veiller au pouvoir d'achat des agriculteurs :** négociations commerciales, application des dispositions des lois EGALIM, déploiement de la nouvelle politique agricole commune, mise en place du système assurance récolte.
- 2. Répondre au défi du renouvellement des générations** en encourageant l'installation et la formation des agriculteurs.
- 3. Garantir aux Français l'accès à une alimentation saine et durable,** en mettant en place un chèque alimentation durable, en développant fortement les plans alimentaires territoriaux et en augmentant la part des aliments biologiques et durables en restauration collective.
- 4. Assurer la souveraineté alimentaire et participer à la planification écologique,** en adaptant nos filières agricoles et forestières aux impacts du changement climatique, en déclinant les conclusions du Varenne de l'eau agricole, en décarbonant notre filière alimentaire, en structurant de nouvelles filières, en intensifiant et en développant le puits de carbone français, en mettant en œuvre les conclusions des Assises de la forêt et du bois et par un grand chantier national de reboisement.
- 5. Protéger les consommateurs,** en créant une police unique de sécurité sanitaire des aliments, en réduisant l'exposition aux pesticides, et en renforçant notre politique de l'alimentation.
- 6. Garantir la prise en compte du bien-être animal,** en mettant en œuvre la loi de protection animale et en déclinant le plan abattoir et le plan de lutte contre les déserts vétérinaires.



TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET COHÉSION DES TERRITOIRES

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Le défi climatique.** Les conséquences du dérèglement climatique (feux de forêts importants, sécheresse, inondations...) changent en profondeur notre environnement et nos modes de vie. Entre adaptation et atténuation, il n'y a plus à choisir.
- **L'accélération radicale de la transition écologique.** Un défi pour atteindre nos objectifs bas carbone et restaurer la biodiversité dans le cadre d'une planification globale.
- **Des disparités territoriales en matière d'emploi, de richesse, d'accès aux services publics.** Les opportunités sont différentes selon l'endroit où l'on vit, en contradiction avec la promesse d'une République de l'égalité des chances.
- **Des territoires inégalement affectés par les défis climatiques** et confrontés à des contraintes variées pour s'engager dans la transition écologique.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Accompagner les territoires dans une logique contractuelle,** avec un soutien en ingénierie, un « appui sur mesure » aux territoires fragiles, un agenda territorial s'appuyant sur les contrats de relance et de transition écologique (CRTE), donnant de la lisibilité aux acteurs locaux, et à travers la mise en place d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires de 1,5 milliard d'euros (Fonds vert).
- 2. Soutenir les collectivités dans la mise en œuvre de la réduction de l'artificialisation des sols.**
- 3. Construire les quartiers de 2030** en associant davantage la rénovation urbaine, la renaturation des espaces et en intégrant des objectifs de formation, d'insertion professionnelle et de sécurité.

4. **Redynamiser les centres-villes** (via Action cœur de ville et Petites villes de demain), en matière d'habitat, de transport, de revitalisation commerciale et de services publics.
5. **Améliorer l'offre de santé dans les déserts médicaux et renforcer la mixité à l'école, dans les logements et l'emploi.**
6. **Massifier une offre de logements efficaces sur le plan énergétique**, sobres en foncier, abordables et adaptés aux parcours résidentiels à toutes les étapes de la vie (Logement d'abord, logements jeunes, MaPrimeAdapt).
7. **Accélérer la rénovation et améliorer le niveau de performance énergétique** des bâtiments publics et des logements, en tenant l'objectif de 700 000 rénovations par an (MaPrimeRénov').
8. **Sortir du « tout-voiture »**, à travers le renforcement du transport ferroviaire, du transport à la demande et des mobilités actives, notamment le vélo, et, en parallèle, favoriser le co-voiturage.
9. **Rendre accessibles les véhicules électriques** : déployer les bornes de recharge et accompagner les ménages modestes, notamment à travers un dispositif de leasing.
10. **Moderniser, en concertation avec les territoires, le transport de marchandises**, en s'appuyant en particulier sur le fret ferroviaire, dans la continuité de la stratégie nationale de 2021.
11. **Rendre plus accessibles les territoires ruraux** (transports décarbonés, résorption des zones blanches et grises, fibre optique...).
12. **Animer le dialogue financier avec les collectivités** dans le cadre d'une approche pluriannuelle.
13. **Réduire la pollution de l'air**, en accompagnant les collectivités dans la mise en place des zones à faibles émissions, et améliorer la qualité de l'eau par le renforcement de la protection des captages.
14. **Finaliser la stratégie nationale biodiversité** pour préserver et restaurer la nature à travers des réalisations concrètes au plus près des territoires.
15. **Devenir la première grande économie décarbonée** en mobilisant des grands secteurs économiques dans la transition écologique.



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **La crise énergétique.** Cette crise, comparable aux chocs pétroliers, fait craindre des manques d’approvisionnement importants en France et en Europe.
- **La décarbonation de notre pays.** Les objectifs climatiques pour 2030 et 2050 nécessitent une forte accélération du rythme de décarbonation, avec des besoins conséquents en compétences et en investissements.
- **La participation de tous à la transition énergétique.** Ces transformations inédites doivent mobiliser l’ensemble des parties prenantes et les citoyens.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

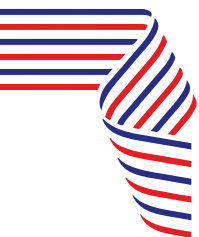
- 1. Préparer le pays à l’arrêt des importations de gaz et de pétrole russes :** plan de sobriété mobilisant tous les acteurs de manière durable, sécurisation de nos approvisionnements, préparation de mesures de crise en cas de besoin, protection des consommateurs les plus vulnérables.
- 2. Accélérer la sortie des énergies fossiles et renforcer la souveraineté énergétique de la France** en capitalisant sur les efforts de sobriété. Cela implique de reconquérir la performance opérationnelle du parc nucléaire, de mener à bien la réforme du marché de l’électricité et les évolutions nécessaires du groupe EDF, et de sécuriser l’atteinte de nos objectifs de déploiement des énergies renouvelables.
- 3. Préparer la Stratégie française pour l’énergie et le climat,** en particulier avec la révision de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) et la loi de Programmation Énergie Climat de 2023 avec une ambition rehaussée au niveau des nouveaux objectifs européens, en lien avec le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.
- 4. Développer une politique énergétique industrielle pour la transition :** implantation industrielle des briques nécessaires (solaire, éolien, nucléaire...) et approvisionnement en métaux et composants critiques, soutien au véhicule électrique, décarbonation du secteur industriel en lien avec France 2030.
- 5. Réaffirmer le rôle de la France dans la diplomatie européenne et internationale en matière énergétique et climatique,** en poursuivant les négociations sur le paquet *Climat Fit for 55* et contribuer au succès des COP et du G20.

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Un recul de la fréquentation des lieux culturels** après deux années marquées par la crise sanitaire et dans un contexte d'hégémonie des plateformes numériques.
- **Un environnement numérique qui ne connaît pas de frontières**, et dans lequel il faudra affirmer la place de la création, de la langue et de l'innovation françaises. Au sein de cet environnement se livre une guerre de l'information contre laquelle il est nécessaire de s'armer.
- **La nécessité de préserver un patrimoine très riche et la vitalité de la création tout en engageant la transition écologique.** Ces deux impératifs exigent des investissements lourds et un changement de paradigme.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Amplifier la politique d'éducation artistique** : développer le pass Culture (extension de la part collective au collège dès la sixième) et l'éducation artistique et culturelle (actions spécifiques en direction des jeunes enfants, diversification des disciplines, éducation à l'image et aux médias, développement de la formation à l'éducation artistique et culturelle).
- 2. Soutenir la création française dans les mondes physique et numérique** : conforter notre souveraineté culturelle, renforcer les industries culturelles et créatives, développer les commandes artistiques (« Mondes nouveaux »).
- 3. Protéger le patrimoine** *via* le dispositif du Loto du patrimoine, un plan national des métiers d'art et la mobilisation de fonds privés.
- 4. Garantir l'accès de tous à une information fiable, libre et indépendante** (États généraux pour le droit à l'information, réforme de l'audiovisuel public).
- 5. Apaiser les mémoires, incarner une politique culturelle ouverte et inclusive** (loi-cadre sur les restitutions, Villers-Cotterêts, programme de diversification des professionnels de la culture, Institut France Algérie, Maison des mondes africains, Maison du dessin de presse...).



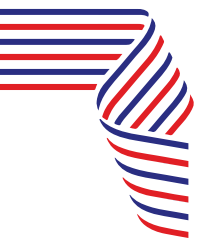
SANTÉ ET PRÉVENTION

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Une persistance des inégalités sociales et territoriales de santé.** En dépit d'une hausse constante des moyens consacrés à la santé, plus de 4 millions de Français vivent encore dans un désert médical.
- **Des enjeux majeurs de prévention :** une dynamique nouvelle de prévention permettrait d'éviter chaque année 40% des nouveaux cas de cancers et près de 50 000 AVC.
- **Une recherche de sens pour les soignants.** La crise sanitaire a été un choc frontal pour l'hôpital et ses personnels.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

1. **Accélérer le virage préventif de notre système de santé**, en agissant dans le quotidien des Français tout au long de la vie.
2. **Renforcer l'accès à la santé, partout et pour tous**, en construisant avec les citoyens, les professionnels et les élus, un système basé sur les besoins de santé et en intensifiant la lutte contre toutes les inégalités sociales, géographiques ou financières en matière de santé.
3. **Refonder notre système hospitalier dans une logique territoriale**, en remettant l'éthique et le sens au cœur du projet de l'hôpital et en définissant une nouvelle attractivité pour les métiers de la santé.
4. **Faire de la France le leader européen de l'innovation en santé d'ici 2030**, en modernisant notre système hospitalo-universitaire et en confortant notre industrie de santé.
5. **Améliorer notre préparation et nos réponses aux risques sanitaires**, dans une logique de santé globale.



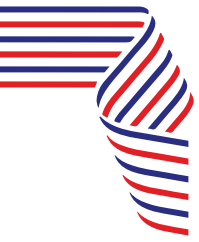
SOLIDARITÉS, AUTONOMIE ET PERSONNES HANDICAPÉES

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Un besoin persistant de solutions de garde pour les jeunes enfants.** Faire garder son enfant fait partie des freins à l'emploi.
- **La lisibilité du système de prestations sociales.** Bien que garantissant un haut niveau de solidarité, notre système reste complexe, entraînant du non-recours, une incitation variable à l'activité, de la fraude ou des versements indus.
- **Le vieillissement de la population.** 13,5 millions de personnes sont âgées de plus de 65 ans (20% de la population). En 2030, ils seront plus nombreux que les moins de 20 ans.
- **L'inclusion des personnes en situation de handicap.** 12 millions de personnes sont en situation de handicap, notre défi est de mieux les inclure à la société.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Construire un nouveau service public universel de l'accueil du jeune enfant :** développer 200 000 nouvelles places d'accueil afin d'offrir à chaque parent une solution proche de son domicile et financièrement accessible.
- 2. Accompagner et répondre aux besoins des familles monoparentales,** en augmentant de 50% la pension alimentaire minimale dès novembre 2022, et en ouvrant les aides à la garde d'enfants jusqu'à l'entrée au collège.
- 3. Déployer la solidarité à la source** qui doit permettre le versement des prestations sociales au juste droit.
- 4. Construire la société du bien vieillir,** notamment en facilitant le choix de vieillir à domicile (logements, services, lutte contre l'isolement) et en faisant des EHPAD des lieux de vie plus sûrs et mieux médicalisés, avec plus de personnels pour accompagner nos aînés (+ 50 000 infirmiers et aides-soignants).
- 5. Bâtir une société inclusive pour les personnes en situation de handicap,** fondée sur l'accessibilité universelle, l'école inclusive, le renforcement de l'accès aux droits et l'accompagnement dans l'emploi.



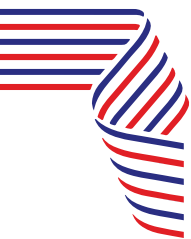
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **Une demande croissante de simplification des démarches**, de qualité, de réactivité et de proactivité des services publics de la part de nos concitoyens.
- **Des problématiques d'accessibilité quotidienne des services publics partout sur le territoire**, notamment pour les Français en situation de handicap ou ceux qui ne peuvent pas accéder aux services en ligne.
- **Des pratiques en ressources humaines qui ne sont pas suffisamment au service de l'attractivité de la fonction publique** pour permettre d'offrir des parcours de carrière qui répondent aux attentes des 5,7 millions d'agents publics.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Mettre les services publics et leurs agents au plus près des usagers** et notamment de ceux qui en ont le plus besoin grâce à France services.
- 2. Rendre toujours plus simple la vie quotidienne des Français** notamment grâce à l'administration « proactive » et la mise en place de la solidarité à la source.
- 3. Encourager les expérimentations comme leviers de transformation** de l'action publique et des services publics.
- 4. Continuer de rendre compte de la mise en œuvre des politiques publiques** et de leur impact concret sur la vie des Français (« dernier kilomètre »).
- 5. Rendre la fonction publique plus épanouissante et plus attractive**, en redonnant tout son sens à l'intérêt général et au service public, en récompensant l'engagement et en proposant des parcours et des carrières adaptées, qui défendent également une fonction publique exemplaire en matière d'égalité femmes-hommes et ouverte à la diversité.
- 6. Poursuivre la réforme de la haute fonction publique** et impulser la transformation managériale.
- 7. Planifier la transition écologique et numérique** de l'administration et de la fonction publique pour un État exemplaire.



SPORTS ET JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

LES DÉFIS AUXQUELS NOTRE PAYS FAIT FACE :

- **L'accueil des deux événements sportifs les plus importants au monde.** La France accueillera la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.
- **La faible pratique du sport chez les Français.** Près d'un quart des Français, dont une personne en situation de handicap sur deux, est éloigné de la pratique sportive, ce qui a des conséquences négatives sur la santé.
- **Le dérèglement climatique.** La pratique sportive est fortement impactée par les conséquences du dérèglement climatique.

LES PRINCIPAUX CHANTIERS DU GOUVERNEMENT :

- 1. Réussir l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques**, en respectant le budget et en garantissant la sécurité ; en construisant une fête populaire ; en mettant les athlètes français dans les meilleures conditions pour performer et en bâtissant un héritage concret, visible et pérenne.
- 2. Accroître la pratique sportive en tous lieux**, en déployant le plan des 5000 équipements sportifs, pour tous, en atteignant 3000 clubs para-accueillants supplémentaires, **et à tous les âges** (sport à l'école, au collège, au lycée, à l'université et en milieu professionnel).
- 3. Faire du sport un outil de santé et de prévention**, en accélérant le déploiement du sport sur ordonnance, en densifiant le réseau des maisons sport-santé, en orientant les Français vers l'activité physique la plus adaptée à l'issue des bilans gratuits de santé à 25, 45 et 60 ans.
- 4. Adapter les infrastructures et la pratique du sport au changement climatique**, en diminuant l'empreinte carbone des événements, en repensant les infrastructures sportives, étudier l'adaptation des calendriers de compétition.
- 5. S'assurer du respect des valeurs de la République dans le sport** : contrat d'engagement républicain, parité dans les instances, lutte contre les violences sexuelles, répression du dopage.
- 6. Faire du sport un des moteurs de l'inclusion sociale dans la République** et garantir le respect des valeurs, en clarifiant le système de formation et en optimisant les dispositifs d'insertion professionnelle par le sport.



SECRÉTARIATS D'ÉTAT AUPRÈS DE LA PREMIÈRE MINISTRE

Parce qu'ils ont par nature une dimension interministérielle, les secrétariats d'État à l'Enfance, à la Mer, et à l'Économie sociale et solidaire et à la Vie associative sont directement placés auprès de la Première ministre.

ENFANCE

- **Mieux accompagner les enfants en danger, comme les professionnels qui les encadrent**, en mettant en œuvre l'obligation d'accompagnement des jeunes protégés pendant leur minorité et en situation de précarité jusqu'à leurs 21 ans, en rétablissant l'attractivité des métiers de la protection de l'enfance, en renforçant le contrôle des établissements et services de protection de l'enfance, en poursuivant le déploiement des unités d'accueil pédiatrique « enfants en danger » et en protégeant les victimes d'inceste.
- **Mieux garantir l'égalité des chances à l'ensemble des enfants**, qui ont beaucoup souffert de la crise sanitaire, en renforçant l'organisation et les moyens de l'offre de prévention et de soins à destination des enfants, en régulant l'accès à Internet avec un contrôle parental systématique et en luttant contre le harcèlement et les contenus violents ou pornographiques.
- **Coordonner et suivre l'ensemble des acteurs et des politiques de l'enfance à l'échelle nationale et territoriale** grâce à l'organisation d'un comité interministériel à l'enfance, au déploiement des comités départementaux de protection de l'enfance et au renforcement du partage d'information entre tous les professionnels au contact des enfants.

MER

- **Contribuer à la souveraineté alimentaire française** à travers le renforcement d'une pêche française durable par la modernisation des flottes, l'installation de jeunes pêcheurs, la réforme de la politique commune de pêche et la mise en place d'un label pêche française.
- **Assurer la préservation de la biodiversité marine en France et à l'international** notamment en portant des positions ambitieuses dans les négociations internationales sur les océans et en atteignant l'objectif de 30% du territoire maritime couvert par des aires marines protégées dont 10% en protection forte.
- **Accélérer la décarbonation du secteur maritime**, pour la pêche, la croisière et le transport maritime, à travers notamment la modernisation de la flotte et des ports.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET VIE ASSOCIATIVE

- **Simplifier la vie des associations**, qui sont les poumons de notre vie démocratique, pour leur permettre d'être plus agiles, plus réactives, et les soutenir par la valorisation de leur action, de leur expertise, de leurs métiers et la prise en compte de leur spécificité dans les politiques publiques.
- **Accompagner le développement de l'économies sociale et solidaire** par une évaluation des outils existants, la simplification et la modernisation de l'agrément ESUS et la sensibilisation des acteurs publics et privés.
- **Faire rayonner les principes de l'économie sociale et solidaire**, le bénévolat, et valoriser l'engagement des entreprises sous différentes formes (économie responsable, fondations, mécénat...).



Contact

Service de presse de Matignon
57, rue de Varenne - 75007 Paris
Tél. : 01 42 75 50 78/79